

*Le budget—Mme Phinney*

enlever des listes de la CAC pour les envoyer directement à l'aide sociale, est-ce là l'idée que le gouvernement actuel se fait du progrès?

Notre pays a été construit avec le système de la libre entreprise. Les gens d'Hamilton Mountain que je représente croient à un secteur privé fort et à des emplois, de bons emplois. Ils veulent nous voir utiliser nos ressources judicieusement, en créant des emplois grâce à la recherche et à la commercialisation, et non pas en cédant nos précieuses ressources à quiconque les veut pour faire fortune facilement. Le Canada dépense moins pour la recherche et le développement que pratiquement n'importe quel autre pays occidental. C'est un scandale. Nous avons des richesses en abondance et tout ce que fait le gouvernement, c'est les donner. Pourquoi ne créerait-on pas des richesses? Pourquoi n'exploiterait-on pas ces ressources et n'encouragerait-on pas l'établissement d'industries dont nos enfants bénéficieraient? Où sont les directives qui exigent la participation des Canadiens? Ce devrait être considéré comme un privilège de faire des affaires au Canada. Il y a une main-d'oeuvre qualifiée, des ressources en abondance et l'accès aux transports.

Nous jouissons d'une démocratie stable. Nous sommes les voisins d'un des plus grands, des plus lucratifs marchés du monde. Pourtant les étrangers investissent de fortes sommes pour l'expansion de l'immobilier et du commerce dans notre pays. Ils attendent que leur investissement prenne de la valeur et leur argent est aussi en sécurité que dans une banque, ce qui réduit les Canadiens au rang de locataires dans leur propre pays.

Où sont les emplois créés par ce genre d'investissement? Quand les obligations et les responsabilités financières ont-elles cessé d'être à la mode? Pourquoi n'avons-nous rien appris des initiatives économiques des pays d'Europe ou du Pacifique, qui ont découvert que la recherche donne un avantage aux pays qui en font. De vigoureuses stratégies de mise en marché sont le signe d'une nation prospère. Il y a dans ce pays un fossé entre les nantis et les autres, qui ne cesse de s'élargir à un rythme inquiétant. Regardez les banques alimentaires dans nos grands centres urbains, elles répondent à un besoin qui existait à peine il y a cinq ans. Les victimes sont les familles monoparentales, souvent dirigées par une femme, et les employés licenciés du fait des fermetures d'usines. Quel espoir ont-ils?

Le budget n'est plus seulement un outil administratif. Aujourd'hui, plus que jamais, ce devrait être un outil de justice sociale. Bien utilisé, par une personne visionnaire, il pourrait conduire à de grandes choses, créer les richesses et les occasions de justice sociale que demandent les Canadiens. Les Canadiens le reconnaissent. Nous avons toujours payé la prime. Historiquement, nous avons toujours jugé qu'être Canadiens ne coûtait pas trop cher et

que c'était en fait bon marché vu les libertés et privilèges dont nous jouissons. Toutefois, dans les mains d'un gouvernement sans conscience sociale, le budget peut conduire au désespoir. Pour la mère célibataire de Toronto, le pêcheur de la côte atlantique, les industries de base des villes, les universités et les centres de recherche démunis, où est l'étude réfléchie de leur avenir? C'est pourtant le coeur et l'essence du Canada.

Je me rappelle de l'époque où les Canadiens parlaient de la juste société, où l'on admirait notre qualité de vie et nos possibilités d'avenir, c'est-à-dire de l'époque où nous étions plus qu'une unité économique viable. Les Canadiens ont un sens de la justice qui déborde du cadre des frontières. Selon un récent sondage, 86 p. 100 des Canadiens estiment que le Canada a le devoir moral d'aider les pays en voie de développement. Dans le tiers monde le Canada est synonyme d'espoir. Il aide en période de crise et participe à des projets à long terme qui aident les gens à se sortir d'affaire.

J'ai bien peur qu'avec ce budget, le Canada va être plutôt réputé pour son hypocrisie. Le premier ministre (M. Mulroney), ce grand voyageur devant l'Éternel, prétend être l'ami des pays en voie de développement, mais son gouvernement réduit de 1,8 milliard de dollars le budget de l'aide au développement. Il tourne le dos aux peuples les plus vulnérables de la Terre, à ceux qui ont faim, qui n'ont pas accès aux soins médicaux les plus élémentaires, qui sont sans abri et qui n'ont pas d'écoles où envoyer leurs enfants. Est-ce là ce que veut le Canada? Est-ce le visage insensible que nous voulons montrer au reste du monde?

N'oublions pas que ces réductions cruelles de l'aide au développement finissent par nous coûter cher au plan économique. Le Canada a besoin de ses marchés d'exportation. En tournant le dos aux peuples en développement, nous causons des mises à pied au Canada. Voici ce que disait récemment le président du Centre canadien de recherches pour le développement international, M. Ivan Head, devant le Cercle canadien, à Hamilton: «Le ralentissement économique qui se manifeste depuis sept ans dans l'hémisphère Sud nous a fait perdre 130 000 emplois et au moins 24 milliards de dollars de revenus à l'exportation».

Il faut que le gouvernement regarde la réalité en face. Tous les pays du monde deviennent chaque jour plus interdépendants. En sabrant dans l'aide au développement, nous réduisons l'influence que le Canada exerce au plan international. Nous minons la bonne volonté qui est si nécessaire à l'expansion de nos marchés d'exportation. Nous faisons fi des menaces qui planent sur l'environnement partout sur la Planète. Pis encore, nous nous soufons des souffrances de millions de frères humains.